

Déclaration

CAI
RG 140
- 571

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

PRONONCÉE PAR

GEORGE N. ADDY

DIRECTEUR DES ENQUÊTES ET RECHERCHES

BUREAU DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

DEVANT L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN

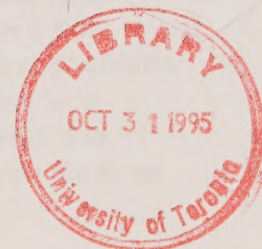
SECTION DU DROIT DE LA CONCURRENCE

TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE

SUR LE DROIT DE LA CONCURRENCE

AYLMER (QUÉBEC)

LE 29 SEPTEMBRE 1995



À vérifier au moment de l'allocution



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116384777>

Introduction

C'est toujours avec plaisir que j'accepte de prendre la parole à la Conférence annuelle sur le droit de la concurrence, et cette fois je voudrais surtout vous remercier d'avoir choisi un lieu près d'Ottawa. Un nombre accru d'employés du Bureau de la politique de concurrence ont pu ainsi participer à l'événement. C'est là un avantage que nous avons reconnu après la conférence de l'an dernier à Montréal.

Aujourd'hui, je voudrais mettre en lumière quelques développements notables survenus dans la jurisprudence et les lignes de conduite depuis ma dernière allocution devant cette assemblée. Je parlerai également des changements auxquels on a procédé au sein du Bureau à la suite de l'examen des programmes du gouvernement. J'évoquerai aussi certains projets que j'ai l'intention d'entreprendre durant la prochaine année. Finalement, je vous donnerai les dernières nouvelles sur les modifications législatives envisagées.

L'année écoulée

Lorsque j'ai pris la parole devant vous en septembre dernier, j'ai évoqué certaines affaires dont j'espérais la résolution prochaine, ainsi que certains projets que je voulais mettre à exécution. L'un de mes engagements était de m'employer à la revitalisation de la procédure des ordonnances par consentement. La première occasion que nous avons eue de donner suite à cet engagement a été la demande que j'ai présentée aux termes des dispositions sur l'abus de position dominante, demande qui se rapportait à certaines pratiques commerciales des éditeurs des Pages Jaunes. La demande a été déposée le 20 septembre 1994, et l'ordonnance par consentement a été rendue le 18 novembre 1994¹. Ce point est important sous deux aspects. D'abord, le fait d'obtenir une ordonnance par consentement dans un délai d'environ deux mois à compter du dépôt de la demande, laisse croire que le mécanisme peut être à la fois rapide et efficace. Si l'on ajoute à cela la décision du Tribunal de la concurrence (Tribunal) de revoir les règles applicables aux ordonnances par consentement, alors beaucoup aura été fait pour une revitalisation de ce mécanisme. Deuxièmement, c'était à la fois la première ordonnance par consentement demandée aux termes d'une disposition de la loi

¹ *Le Directeur des enquêtes et recherches c. AGT Directory Limited et al., Tribunal de la concurrence, CT-94/2, en date du 18 novembre 1995.*

autre que les dispositions sur les fusionnements, et la première demande conjointe examinée par le Tribunal en matière d'abus de position dominante.

Un autre développement important à retenir en vertu des affaires non criminelles est la décision récente rendue par le Tribunal dans l'affaire Nielsen². En avril 1994, j'ai déposé une demande aux termes des dispositions sur l'abus de position dominante, demande dans laquelle j'affirmais que Nielsen s'était livrée à une pratique d'agissements anticoncurrentiels en achetant à de grandes chaînes de magasins de détail des données obtenues par balayage électronique, et que lesdits agissements avaient eu pour effet d'empêcher ou de diminuer sensiblement la concurrence. Les audiences ont commencé le 17 octobre 1994. Une suspension des procédures fut accordée, en attendant que la Cour suprême du Canada statue sur une requête en autorisation de pourvoi présentée par Nielsen à l'encontre d'une décision de la Cour fédérale du Canada qui portait sur les moyens que j'avais opposés en alléguant le caractère confidentiel de certains documents. L'autorisation de pourvoi fut rejetée, et les audiences reprirent le 3 avril 1995 pour se terminer le 28 avril 1995.

Dans sa décision du 30 août 1995, le Tribunal a jugé que Nielsen contrôlait une catégorie ou espèce d'entreprises et qu'elle s'était livrée à une pratique d'agissements anticoncurrentiels dont le résultat était de diminuer ou d'empêcher sensiblement la concurrence. Le Tribunal a rendu dans cette affaire une ordonnance qui, entre autres, empêche Nielsen de conclure une entente interdisant à un fournisseur de données obtenues par balayage électronique dans le commerce de détail de communiquer les données à un autre fournisseur actuel ou éventuel de services d'observation du marché par balayage électronique.

Outre l'importance de la décision pour les personnes directement intéressées par le marché en question, la décision présente un intérêt pour d'autres raisons. D'abord, elle rappelle que les dispositions relatives à l'abus de position dominante sont importantes et qu'elles s'appliquent aux cas où des entreprises tentent d'entraver l'entrée d'un concurrent sur un marché en recourant à des procédés d'exclusion tels que les contrats exclusifs et les incitations. Deuxièmement, la décision est un ajout non négligeable à la jurisprudence de nature non criminelle et confirme nombre des conclusions antérieures du Tribunal touchant l'interprétation des dispositions relatives à l'abus de position dominante. J'étais heureux de

² *Le Directeur des enquêtes et recherches c. The D & B Companies of Canada Ltd., Tribunal de la concurrence*, n° du greffe CT-94/1.

constater que le Tribunal a fait sienne notre interprétation de l'expression « catégorie ou espèce d'entreprises » et l'idée que cette expression englobe les marchés de produits et les marchés géographiques. Finalement, les conséquences de cette décision ne se limitent pas à l'utilisation de données commerciales par l'industrie des produits d'épicerie ou par les pharmacies. Elles touchent l'utilisation de données dans n'importe quel contexte. Ainsi, les entreprises d'industries de haute technologie ne peuvent utiliser leurs données à des fins stratégiques et anticoncurrentielles.

Une autre question prioritaire que j'avais évoquée l'an dernier avait trait à l'augmentation des amendes aux infractions à la *Loi sur la concurrence*, (la *Loi*) dans certains cas déterminés, ainsi qu'à la poursuite des contrevenants. Je suis heureux de signaler que, au cours des douze derniers mois, nous avons obtenu, dans l'affaire *Wolverine Tube*³, la plus forte amende jamais imposée aux termes des dispositions de la *Loi* touchant la publicité trompeuse et les pratiques commerciales déloyales. Nous avons aussi obtenu, dans les affaires *Color Your World*⁴ et *Suzy Shier*⁵, d'importantes amendes aux termes des dispositions sur les prix de vente habituels de produits. En 1994-1995, l'amende moyenne imposée pour des infractions aux termes des dispositions relatives à la publicité trompeuse a été de 61 000 \$, soit trois fois plus qu'au cours de l'année antérieure. Quant aux accusations individuelles, le 28 octobre 1994, dans l'affaire *Calgary Real Estate, Royal Lepage Real Estate Services Ltd.* et un ancien vice-président et directeur régional ont été condamnés⁶ sur trois chefs d'accusation se rapportant à des accords horizontaux de prix. Un ancien directeur de succursale a lui aussi été condamné sur un chef d'accusation.

³ Le 4 octobre 1994, *Wolverine Tube (Canada) Inc.* a plaidé coupable devant la Cour suprême de Colombie-Britannique en réponse à une accusation portée en vertu de l'alinéa 52(1)a) de la *Loi sur la concurrence*, et une amende de 525_000_\$ lui a été imposée.

⁴ Le 22 décembre 1994, *Color Your World Corp.* a plaidé coupable devant la Cour du Québec (Division criminelle) à Montréal, à la suite d'une accusation portée en vertu de l'alinéa 52(1)d) de la *Loi sur la concurrence*, et une amende de 225 000 \$ lui a été imposée.

⁵ Le 17 juillet 1995, *Suzy Shier Limited* a plaidé coupable devant la Division criminelle de la Cour du Québec à Montréal, à la suite d'une accusation portée en vertu de l'alinéa 52(1)d) de la *Loi sur la concurrence*, et une amende de 300 000 \$ lui a été imposée.

⁶ *La Reine (DER) c. 41813 Alberta Ltd.*, appelée auparavant *Roberts Real Estate Co. Ltd.*, devant la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta, n° du greffe 9201-1336c6.

Le Bureau continue de veiller à ce que les dispositions de la *Loi* soient appliquées aux activités d'associations professionnelles lorsque de telles activités ne sont pas expressément autorisées par un organisme de réglementation. Un excellent exemple de ce genre de situation est le plaidoyer de culpabilité enregistré par l'A.Q.P.P.⁷ à la suite d'accusations de complot déposées aux termes de la *Loi*. L'affaire portait sur la vente au comptant de pilules contraceptives et de narcotiques délivrés sur ordonnance, ainsi que sur les frais d'officine, dans la province de Québec. Une amende de 2 millions de dollars a été imposée en vertu de l'article 45 de la *Loi*.

Comme vous le savez peut-être déjà, j'ai annoncé mercredi qu'une amende record de 2,5 millions de dollars a été imposée à la Canada Pipe Company Ltd. Canada Pipe a plaidé coupable à un chef d'accusation de complot afin qu'un important concurrent américain, U.S. Pipe and Foundary Company, quitte le marché canadien. La décision est importante parce qu'une partie de l'amende représente la contribution de la compagnie aux frais engagés par la Couronne pour l'enquête et les services juridiques. Cette affaire s'est donc déroulée en étroite collaboration avec le département américain de la Justice. Une discussion ouverte et un échange d'information entre les deux organismes ont été des points importants à la résolution de cette affaire. J'aimerais aussi souligner l'aide fournie par Barbara Brown et Bill Oberdick du Bureau de Cleveland du département américain de la Justice. Ceci est un exemple clair de la façon dont la coopération entre des organismes antitrust peut être bénéfique à l'économie canadienne.

Un événement important est aussi survenu dans le domaine des fusionnements. Le 8 août 1995, la Cour d'appel fédérale statuait sur les appels interjetés contre les décisions rendues par le Tribunal dans l'affaire Southam⁸. L'arrêt de la Cour d'appel est à maints égards très important pour le Bureau pour ce qui est de l'appel que nous avons interjeté contre la décision du Tribunal de rejeter nos demandes portant sur les marchés de la publicité imprimée du commerce de détail, marchés desservis par le North Shore News et le Vancouver Courier, et sur le marché de la publicité imprimée du secteur immobilier, dans la vallée du bas Fraser en Colombie-Britannique. En cassant la décision du Tribunal, la

⁷ *La Reine (DER) c. Association québécoise des pharmaciens propriétaires*, Cour supérieure du Québec, n° du greffe 500-27-008234-900, en date du 19 mai 1995.

⁸ *DER c. Southam Inc. et al*, Cour d'appel fédérale, Dossier n° A-1093-92 et *Southam et al c. DER*, Cour d'appel fédéral, n° du greffe A-1668-92.

Cour d'appel fédérale a confirmé les critères du marché pertinent qui sont appliqués par le Bureau et exposés dans le document intitulé *Fusionnements : Lignes directrices pour l'application de la Loi*. La Cour d'appel fédérale a jugé, comme nous l'avions soutenu, que les quotidiens Pacific Press et les journaux communautaires se trouvaient dans le même marché pertinent. Elle a également jugé que le Tribunal avait donné trop d'importance à l'un des indices de l'absence de concurrence, savoir l'inexistence d'une preuve de la sensibilité-prix, et qu'il avait ignoré les autres formes de preuve révélant l'existence d'une concurrence.

Dans un autre arrêt, la Cour d'appel fédérale a rejeté l'appel interjeté par Southam contre la décision du Tribunal ordonnant la cession forcée soit du North Shore News soit du Real Estate Weekly. La Cour d'appel fédérale a rejeté les arguments de Southam, estimant que le Tribunal était tenu d'évaluer l'efficacité des mesures correctives proposées et a soutenu que les notions de préjudice économique ou d'inconfort étaient sans rapport avec les décisions à prendre.

Un autre fait nouveau à signaler au chapitre des fusionnements est l'application, par le Bureau, et pour la première fois, des dispositions des articles 100 et 105 de la *Loi* qui ont trait aux ordonnances provisoires par consentement. Le 23 décembre 1994, Québecor Printing Inc. m'informait de son intention d'acheter certains éléments d'actif appartenant à Rogers Communications Ltd. Le 16 janvier 1995, le Tribunal de la concurrence rendait, à la suite de ma demande, une ordonnance provisoire par consentement⁹. L'ordonnance permettait à Québecor de procéder aux acquisitions, mais obligeait Québecor à maintenir les entreprises ainsi acquises séparément de ses autres actifs, et cela pour une période de 21 jours. La demande avait pour objet de me permettre d'examiner les répercussions de la transaction sur la concurrence. Après une étude détaillée, j'ai annoncé le 7 février 1995 que je ne contesterais pas la transaction. C'était la première fois que ces dispositions étaient appliquées et l'affaire a mis en lumière certaines de leurs imperfections. On s'interroge également sur la pertinence de ces dispositions comme mécanisme permettant la séparation de blocs d'actifs. Les dispositions s'accordaient assez bien avec les circonstances de cette affaire, une affaire où les parties à la transaction proposée ne souhaitaient pas consentir un délai suffisant pour que le Bureau puisse examiner la proposition, mais elles ne m'autorisent pas à forcer la communication de l'information demandée aux parties.

⁹ *DER c. Québecor Printing Inc., Tribunal de la concurrence*, n° du greffe CT-95/01.

À l'avenir, dans des circonstances de cette nature, je serai porté à utiliser les autres instruments à ma disposition.

Encore dans le domaine des fusionnements, une affaire a été considérablement commentée dans la presse ces dernières semaines. Il s'agit de la transaction proposée entre AMOCO et Home Oil¹⁰. Le 3 août 1995, j'ai délivré, en vertu de l'article 102 de la *Loi*, un certificat de décision préalable relativement à la transaction proposée. Peu après, je recevais de nouveaux renseignements qui soulevaient certains doutes quant aux effets de la transaction proposée sur la concurrence, et nous avons procédé à l'examen de la question. C'est effectivement ce que la *Loi* prévoit. L'article 103 m'interdit de présenter une demande au Tribunal en application de l'article 92 à l'égard d'une transaction qui a fait l'objet d'un certificat de décision préalable et qui est en substance complétée dans l'année qui suit la délivrance du certificat, lorsque la demande est exclusivement fondée sur les mêmes ou substantiellement les mêmes renseignements que ceux qui ont justifié la délivrance du certificat. Ce n'était manifestement pas le cas en l'occurrence. Depuis que la *Loi* a été adoptée en 1986, plus de 700 certificats de décision préalable ont été délivrés, et c'est la première fois que le Bureau a reçu de nouveaux renseignements soulevant des doutes à propos d'une transaction pour laquelle un certificat avait déjà été délivré. Je ne crois pas que cela laisse présager la disparition des certificats de décision préalable.

Une autre affaire de fusionnement a suscité des doutes sur la capacité du Bureau de régler, au moyen d'engagements, les cas où il y a lieu de craindre pour la concurrence, comme d'ailleurs sur l'à-propos d'un tel procédé. Le 24 septembre 1990, Ultramar Canada Inc. fournissait des engagements se rapportant au maintien des activités de la raffinerie Eastern Passage qu'elle avait acquise à l'occasion de la cession d'actifs imposée en marge du fusionnement d'Imperial et de Texaco¹¹. Selon l'une des dispositions de l'engagement, Ultramar devait maintenir les activités de la raffinerie pour une période d'au moins sept ans à compter de la date d'achat, « sauf changement défavorable important ». En mai 1994, Ultramar donnait avis qu'un changement défavorable important était survenu et qu'on mettrait fin aux activités de la raffinerie. Le 18 juillet 1995, mon opinion préliminaire, selon laquelle un changement défavorable important était survenu,

¹⁰ On faisait savoir le 9 septembre 1995 que plus de 84 p. 100 des actions de Home Oil Ltd. avaient été offertes à *Anderson Explorations Ltd.*

¹¹ *DER c. Imperial Oil Limited et al., Tribunal de la concurrence*, CT-89/3, le 6 février 1990.

était communiquée aux parties intéressées pour qu'elles fassent connaître leurs observations avant que je ne rende une décision finale sur la question. Des procédures judiciaires furent engagées par le Syndicat des Travailleurs du pétrole de l'Atlantique, qui représentait les travailleurs de la raffinerie, et par la province de la Nouvelle-Écosse, représentée par le procureur général de la Nouvelle-Écosse.

Le Syndicat déposa auprès du Tribunal de la concurrence une requête dans laquelle il demandait au Tribunal de se prononcer sur les engagements, en contrepoint du dossier initial de fusionnement de l'Imperial et de Texaco. Le Tribunal a rejeté la requête, affirmant qu'il avait, avec son ordonnance de cession des actifs, répondu aux craintes suscitées dans la région de l'Atlantique au chapitre de la concurrence et que l'ordonnance donnait au directeur le pouvoir d'approuver l'acheteur de tels actifs¹². Par ailleurs, le Tribunal reconnaissait dans sa décision que je pouvais réagir de diverses façons aux préoccupations concernant la concurrence, notamment par l'acceptation d'engagements. Quant aux requêtes du procureur général de la Nouvelle-Écosse, la Cour fédérale du Canada a rejeté les deux demandes¹³. Rejetant la demande d'interdiction sur la question de la partialité, la Cour a conclu que le directeur exerçait une fonction administrative, non une fonction judiciaire ou quasi judiciaire, et qu'il n'était pas soumis au critère de la crainte légitime de partialité. Elle a estimé que, de toute manière, il y avait absence de partialité et qu'aucune obligation d'équité n'avait été transgressée, encore que, vu la nature de la fonction exercée, il n'existait aucune obligation de la sorte. Quant à la demande de mandamus, la Cour fédérale a jugé que le directeur est de façon générale tenu par la *Loi* d'examiner, à la lumière de la preuve produite, y compris la preuve produite par les parties intéressées, l'argument d'Ultramar selon lequel un changement défavorable important s'est produit. La Cour a déclaré aussi que j'ai toute latitude d'engager ou de ne pas engager de procédures judiciaires pour assurer le respect de tels engagements et qu'il ne lui appartient pas d'intervenir sur ce point.

Les contestations visant à nier mon pouvoir de répondre à des préoccupations au moyen d'engagements n'ont pas été couronnées de succès, mais le recours à la méthode des engagements est encore vu par bon nombre comme un moyen peu satisfaisant de dissiper les craintes auxquelles donnent lieu

¹² *DER c. Imperial Oil Limited et al.*, Tribunal de la concurrence, CT-89/3, le 4 novembre 1994.

¹³ *Le Procureur général de la Nouvelle-Écosse c. Ultramar et al.*, Cour fédérale du Canada, Section de première instance, en date du 31 août 1995, n° du greffe T-2603-94.

les fusionnements sur le plan de la concurrence. Les engagements sont en principe rendus publics, mais la preuve à l'appui des conclusions du directeur et des positions des parties demeure, par nécessité, le plus souvent confidentielle. Les personnes qui n'ont pas accès à toute l'information seraient donc fondées à mettre en doute la justesse de la décision. C'est pourquoi, comme j'ai eu l'occasion déjà de le dire, je préfère encore m'en remettre aux ordonnances par consentement, qui permettent une plus grande ouverture auprès du public.

Le secteur des affaires qui a le plus occupé le Bureau durant l'année depuis notre dernière rencontre est celui des télécommunications et de la radiodiffusion. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) venait alors de rendre sa décision (CRTC 94-19) sur un cadre réglementaire nouveau en matière de télécommunications. Depuis, le Bureau est intervenu dans plusieurs autres affaires devant le CRTC, la plus importante étant l'audience publique sur les questions liées à l'autoroute de l'information. Le 19 mai 1995, le Conseil remettait son rapport au gouvernement, un rapport dans lequel il adoptait un cadre favorable à la concurrence et propice à la convergence et au développement de l'autoroute canadienne de l'information. Fait sans doute le plus marquant, le rapport du CRTC faisait sienne l'idée que l'intérêt public serait mieux servi par le développement de la concurrence dans la distribution des services de radiodiffusion, services qui étaient jusque-là le monopole de l'industrie du câble. Plus précisément, le Conseil acceptait ma recommandation selon laquelle aucune période de transition ne devrait être imposée pour protéger les monopoles du câble. Le Conseil faisait savoir qu'il était disposé à délivrer des licences de radiodiffusion aux compagnies de téléphone, sous réserve de la mise en place des réglementations nécessaires pour permettre la concurrence dans la fourniture des services téléphoniques locaux. Je souscris à la démarche du CRTC, pour autant qu'il puisse achever les nouvelles réglementations dans le délai de 12 à 18 mois indiqué dans son rapport.

En outre, la politique officielle applicable à la distribution par satellite de radiodiffusion directe (SRD), une politique reflétée dans les directives du gouvernement au CRTC en ce qui concerne les licences de SRD, souscrit sans équivoque au principe selon lequel il devrait exister une concurrence dans la distribution des services de radiodiffusion. J'ai comparu comme témoin devant le Comité du Sénat et le Comité de la Chambre sur la distribution par SRD et j'ai été particulièrement heureux de constater que le rapport du Sénat adoptait nombre des

positions que j'avais exprimées durant les audiences¹⁴. Plusieurs de ces points ont été repris dans les directives subséquentes du gouvernement visant à favoriser un marché dynamique et concurrentiel pour les services de distribution par SRD. Ainsi, les directives prévoient que l'incidence d'une nouvelle entrée sur les autres participants du marché ne doit pas être un critère à considérer dans l'attribution de licences de distribution par SRD. C'est là un appui non négligeable au principe qui consiste à s'en remettre aux forces du marché pour savoir qui se chargera de fournir les services de radiodiffusion.

Une autre industrie en transition est celle de la production d'électricité. Cette année, je suis intervenu dans un examen de la structure du marché de l'électricité, examen effectué par la Utilities Commission de la Colombie-Britannique¹⁵. Cet examen a pour objet de conseiller le gouvernement de la Colombie-Britannique quant aux avantages d'une ouverture plus poussée du réseau électrique de la province, et quant aux solutions possibles en ce sens. Dans mon exposé, j'ai examiné divers développements technologiques et autres qui militent pour une structure de marché plus ouverte et plus concurrentielle dans l'industrie de l'électricité de la Colombie-Britannique. L'argument final, présenté le 14 juin 1995, passait en revue les diverses exigences structurelles d'une concurrence efficace sur les marchés de l'électricité et faisait ressortir le rôle que la politique de concurrence peut jouer pour faciliter la transition vers un marché concurrentiel. Cette intervention suivait une intervention analogue en marge de l'étude entreprise en Ontario sur l'avenir d'Hydro-Ontario¹⁶.

Un engagement que j'ai pris l'an dernier sur le plan international concernait la mise à jour des relations existantes avec d'autres organismes antitrust afin de les adapter davantage au phénomène de la mondialisation du commerce, un phénomène désormais là pour rester. Une étape importante a été franchie en ce

¹⁴ Voir le Rapport du Comité sénatorial permanent des transports et des communications sur les directives du gouverneur en conseil au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, première session, 35^e législature, juin 1995.

¹⁵ La Utilities Commission de la Colombie-Britannique a annoncé le 12 septembre 1995 qu'elle avait terminé son rapport sur le marché de l'électricité de la Colombie-Britannique et que le rapport avait été envoyé au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pétrolières de la Colombie-Britannique.

¹⁶ Voir le *Rapport de la Commission*, Commission de l'énergie de l'Ontario, en date du 31 août 1994, H.R. 22, sur le Renvoi effectué par le ministre de l'Environnement et de l'Énergie relativement à la restructuration d'Hydro-Ontario et aux tarifs proposés d'électricité pour 1995.

sens lorsque le ministre de l'Industrie, l'honorable John Manley, a signé le 3 août 1995 un nouvel Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique se rapportant à l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales. Le nouvel Accord remplace le protocole d'entente non contraignant qu'avaient signé les deux pays en 1984. L'accord s'inspire du protocole d'entente de 1984, dont il améliore les dispositions relatives à la notification, aux consultations et à la prévention des différends. Il renferme aussi plusieurs dispositions nouvelles qui obligent les deux gouvernements à coopérer davantage dans l'application de leurs lois sur la concurrence et sur les pratiques commerciales déloyales. Pour obtenir plus de détails sur le nouvel accord, vous pouvez vous référer aux propos que j'ai tenus lors de la séance conjointe de l'ABC et de l'ABA à Chicago¹⁷.

Le dernier sujet que je voudrais aborder dans mon examen des activités du Bureau est le nouveau Bulletin sur les alliances stratégiques. Étant donné le nombre croissant des formes d'organisation commerciale dans l'économie d'aujourd'hui, je voulais m'assurer que l'incertitude touchant l'application du droit aux divers arrangements commerciaux ne constitue pas un obstacle à des formes salutaires de coopération. Il m'a donc semblé essentiel qu'un énoncé clair sur les alliances stratégiques et la *Loi* soit rendu public. Je voulais aussi m'assurer que le document allait être jugé utile par le public auquel il était destiné. Je suis donc extrêmement heureux de la procédure qui a été suivie en l'occurrence. Les observations que j'ai reçues à propos des ébauches témoignent de l'efficacité et de la valeur d'une consultation sérieuse. La plupart d'entre elles confirment la nécessité d'un tel bulletin et expliquent largement les changements incorporés dans la deuxième ébauche. J'étais heureux de recevoir les nombreux commentaires fort utiles grâce auxquels la deuxième ébauche s'est révélée plus conforme aux souhaits de ses lecteurs, sans que soit perdu le message essentiel que je voulais communiquer. Le document est aujourd'hui chez l'imprimeur et vous le recevrez bientôt.

Le nouveau visage du Bureau

L'an dernier à la même époque, le gouvernement était en voie de terminer la revue de ses programmes, un examen approfondi des programmes du gouvernement fédéral que l'on a entrepris pour voir s'ils étaient encore justifiés,

¹⁷ Notes pour une allocution intitulée *Antitrust international, le contexte canado-américain*, Allocution prononcée par George N. Addy devant l'assemblée annuelle de la Section du droit antitrust de l'ABA, Chicago (États-Unis) le 6 août 1995.

mesurer l'utilité des diverses lois et activités et réduire le fardeau fiscal général qui obère l'économie. Cet exercice a eu des conséquences particulières pour le Bureau, non seulement à cause de l'examen de l'ensemble des programmes des ministères, mais aussi à cause de l'examen des propres activités du Bureau.

En contrepoint de notre propre travail d'examen des programmes, nous avons passé en revue nos activités d'application. Au moment d'étudier la structure décentralisée de la Direction des pratiques commerciales, nous nous sommes rendus compte qu'une direction centralisée, semblables aux autres directions responsables d'activités d'application, serait un excellent moyen d'axer les activités d'application de la Direction sur les affaires les plus prioritaires. En conséquence, le Bureau a mis fin à ses activités régionales. Nous sommes aujourd'hui sur le point de doter les nouveaux postes dont relèveront les activités exercées par la Direction au sein de l'administration centrale. La restructuration des activités de la Direction des pratiques commerciales permettra un meilleur établissement des priorités de la Direction et facilitera aussi l'intégration de la Direction dans le reste de l'organisation.

La fermeture des opérations régionales du Bureau nous a également forcés à revoir le traitement des plaintes. Les bureaux régionaux constituaient un point d'accès pour les plaintes reçues par le Bureau. Aujourd'hui cependant, une section centralisée chargée des plaintes et de l'information, le Centre de plaintes et de renseignements, a été créé et le rôle consistera à recevoir toutes les plaintes et demandes de renseignements du public. Auparavant, environ 38 p. 100 seulement des Canadiens pouvaient communiquer sans frais avec le Bureau, mais désormais le nouveau numéro 1-800 permettra à tous les Canadiens de communiquer gratuitement et rapidement avec le Bureau. Je pense que le Centre pourra entrer en service au cours des prochaines semaines. Il reçoit actuellement près de 900 plaintes et demandes d'information par semaine, et le volume des demandes est en augmentation. Vu le taux actuel de croissance, nous pensons recevoir plus de 50 000 demandes durant la prochaine année, soit une augmentation de près de 20 p. 100 par rapport à l'année antérieure. Pour atteindre le Centre, il suffit de composer 1-800-348-5358.

L'examen des programmes ministériels a eu également pour effet de transférer de l'ancien Bureau de la consommation au directeur des enquêtes et recherches la responsabilité de la Direction générale des produits de consommation d'Industrie Canada. La Direction générale des produits de consommation applique les lois qui protègent les consommateurs en favorisant l'équité sur le marché : la

Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, la Loi sur l'étiquetage des textiles et la Loi sur le poinçonnage des métaux précieux.

Des modifications législatives seront nécessaires avant que nous ne puissions procéder à l'éventuelle intégration de nos activités. Pour l'heure, et jusqu'à ce que nous ayons examiné plus attentivement la question, les deux organisations demeureront séparées. Bien que la Direction générale des produits de consommation relève de mes responsabilités, elle ne fait pas partie du Bureau. Mes responsabilités aux termes de la *Loi* et mes responsabilités aux termes des lois sur l'étiquetage ne seront pas amalgamées. Cette distinction est nécessaire si l'on veut éviter les conflits que pourrait entraîner un chevauchement des divers mandats découlant de la *Loi* et des lois de protection des consommateurs. Au surplus, les dispositions rigoureuses de la *Loi* en matière de confidentialité imposent cette distinction.

L'amputation de notre budget pour l'année en cours a finalement été moins importante qu'on l'avait laissé entendre au départ, mais l'effet des réductions entraînées par l'examen des programmes n'est qu'une partie de l'équation qui compromet nos moyens d'application. Ces dernières années, d'importants secteurs de l'économie, qui étaient auparavant réglementés, sont devenus ouverts à la concurrence et donc pleinement assujettis aux dispositions de la *Loi*. Afin de pouvoir tirer le meilleur parti possible de nos ressources, nous avons adopté des critères de sélection des dossiers, afin d'identifier les affaires prioritaires. Ces mesures ont pris effet à ce moment-là parce que nous nous étions rendus compte que nos ressources n'étaient pas suffisantes pour autoriser la prise en charge de tous les dossiers justifiant notre attention.

J'ai mentionné plus tôt que le Bureau a consacré beaucoup de temps et beaucoup de travail l'an dernier à la politique des télécommunications. Pour plusieurs secteurs industriels, notamment les télécommunications, la radiodiffusion, les transports et l'agriculture, le marché a subi ou pourrait subir d'importantes transformations. Nous avons par exemple consacré du temps à l'examen de la *Loi sur les transports nationaux* (LTN) entrepris par le gouvernement. Le projet de loi C-101, actuellement devant la Chambre des communes, prévoit une déréglementation accrue du secteur des transports¹⁸. Les propositions auront

¹⁸ Le projet de loi C-101 est intitulé « Loi maintenant l'Office national de transport sous le nom d'Office des transports du Canada, codifiant et remaniant la Loi de 1987 sur les transports nationaux et la Loi sur les chemins de fer et modifiant ou abrogeant certaines lois ».

pour effet de faire relever exclusivement du Bureau certains domaines qui relèvent actuellement à la fois de la LTN et de la *Loi sur la concurrence*, par exemple l'examen des fusionnements.

Un autre secteur en transition qui pourrait bientôt absorber davantage de ressources du Bureau est le secteur financier. Le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce a rendu public en août 1995 un rapport provisoire concernant la législation sur les institutions financières. La législation étudiée englobait la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* et la *Loi sur les associations coopératives de crédit*. Chacun de ces quatre textes législatifs a été adopté en 1992 et renferme une clause-couperet qui prendra effet en 1997. Il ne s'agit là que d'un aspect de l'examen de la structure des institutions financières au Canada, mais le rapport du Comité sénatorial appuie sans réserve les objectifs de la politique de concurrence, même s'il ne renferme pas de recommandations précises en ce sens. Il apparaît probable que, à l'approche de la date d'entrée en vigueur des clauses-couperets, non seulement nous aurons un rôle à jouer dans l'examen des divers régimes de réglementation, mais encore nous serons amenés à constater qu'un nombre de plus en plus grand d'activités des institutions financières sont soustraites aux réglementations pour relever intégralement des dispositions de la *Loi*. À mesure que ces industries devront évoluer dans un marché concurrentiel, les contraintes qui s'exerceront sur le Bureau continueront de s'accroître.

Sans les ressources suffisantes pour répondre à ces nouvelles contraintes, la capacité du Bureau de s'occuper comme il se doit de tous les dossiers qui lui paraissent importants sera compromise. Si cette situation persiste, le Bureau devra se résoudre à faire une sélection parmi les dossiers qui appelleront son attention. Cette compression des ressources pourrait être atténuée jusqu'à un certain point si les modifications proposées en vue de permettre aux plaideurs privés de saisir le Tribunal acquièrent éventuellement force de loi, mais la seule accessibilité du Tribunal aux plaideurs privés ne réglera pas le problème.

Je voudrais consacrer les prochaines minutes aux principes qui sous-tendent nos politiques et nos méthodes d'application. Notre application des dispositions concernant les affaires examinables, et surtout celles sur les fusionnements, se caractérise par une approche de coopération volontaire. Citons par exemple la communication volontaire des fusionnements proposés dont la notification n'est pas obligatoire, et la production volontaire de renseignements se rapportant à des transactions dont la notification est ou n'est pas obligatoire. Nous avons aussi

constaté une communication volontaire de renseignements concernant des pratiques relevant des autres dispositions de la *Loi* qui nous confèrent des pouvoirs d'examen.

Pour ce qui est de notre examen des fusionnements au cours des dernières années, la coopération volontaire a fonctionné dans la majorité des cas, en général ceux qui ne laissent planer aucun doute ou ceux dont les doutes sont rapidement dissipés après que les parties ou des tierces parties ont communiqué une information complémentaire. Ces cas représentent plus de 90 p. 100 de toutes les transactions examinées par la Direction générale des fusionnements. Cependant, lorsque des transactions font à première vue craindre pour la concurrence, ou lorsque l'information complémentaire fournie ne parvient pas à dissiper les craintes en question et que le personnel demande des informations plus précises et plus stratégiques, alors nous voyons la coopération s'évanouir rapidement.

Par exemple, j'ai à l'esprit un cas où des avocats ont conseillé à leurs clients d'interpréter de façon très étroite les demandes d'information volontaire que nous leur envoyons durant nos examens. Et dans tous les cas de fusionnements dont nous avons saisi le Tribunal, nous avons obtenu, à l'étape de l'interrogatoire préalable, des pièces qui, croyons-nous, auraient dû nous être communiquées à l'étape de notre examen préliminaire de l'affaire.

En conséquence, pour garantir l'efficacité de nos méthodes d'examen, nous avons récemment jugé nécessaire de recourir, durant l'étude de certains fusionnements, aux dépositions prévues par l'article 11. Depuis que nous demandons aux parties de répondre aux demandes de renseignements comme si elles étaient faites en vertu de l'article 11, nous avons observé une amélioration dans la qualité des renseignements qui nous sont fournis. Non seulement l'avocat communique-t-il son dossier habituel sur l'affaire considérée, mais il communique aussi des documents de l'entreprise et des renseignements plus factuels. Dans un cas, on s'est servi d'ordonnances rendues en vertu des alinéas 11(1)*a*) et *b*) pour obtenir des renseignements que les parties aux transactions avaient refusé de communiquer. Ces dispositions ont également été utilisées lors de l'examen d'une contravention civile et, tout récemment, nous avons procédé, pour la première fois, relativement à une disposition non criminelle de la *Loi*, à des perquisitions aux termes de l'article 15.

Sauf une coopération ouverte et volontaire des parties, il sera nécessaire de recourir parfois, pour garantir la bonne application de la *Loi*, aux pouvoirs formels.

Toutefois, de telles circonstances ne signifient nullement la fin de nos méthodes traditionnelles axées sur la conformité à la *Loi*. Chaque situation sera examinée selon ses propres faits, et l'on saura alors s'il convient de recourir à des pouvoirs formels. Si, en qualité de spécialistes de ce domaine du droit, vous croyez comme moi que la coopération volontaire est un aspect important du modèle canadien, alors vous devez aussi refléter cette conviction dans vos actions et dans les conseils que vous donnez à vos clients. Si importante que soit la coopération volontaire, je ne permettrai pas qu'une méthode, quel que puisse être son attrait, me fasse courir le risque de manquer à mon serment d'office.

L'année qui vient

Lorsque je regarde l'année qui vient, je crois que l'activité la plus importante pour le Bureau et pour la politique canadienne de concurrence concernera les modifications dans lesquelles nous nous sommes engagées. Cependant, avant de vous parler des modifications, je voudrais aborder certaines mesures importantes auxquelles le Bureau se consacrera durant l'année qui vient.

Durant l'automne, j'engagerai de nouveau des consultations sur la question du recouvrement des coûts. Maintenant que la Loi sur Industrie Canada est en vigueur, nous avons le pouvoir de recouvrer les coûts entraînés par les services du Bureau. En marge de cet exercice, nous avons récemment entrepris l'étude du Programme des avis consultatifs. Je vous ferai part des changements que je songe à apporter à ce programme, mais je me limiterai aujourd'hui à dire que les avis consultatifs feront partie du projet de recouvrement des coûts.

Je continuerai de publier des déclarations et des documents pour expliquer mes lignes de conduite et ma position sur les aspects qui sont importants pour la bonne application des lois sur la concurrence. Par exemple, je communiquerai cet automne une déclaration afin de faire connaître aux milieux juridiques et aux milieux d'affaires mes vues sur les programmes de conformité des entreprises.

Un autre sujet que j'entends aborder au cours des prochains mois a trait aux actions privées. Vu l'augmentation du nombre d'actions privées ces dernières années, je crois qu'il est important pour moi d'expliquer le rôle et les responsabilités du directeur en ce qui a trait aux actions civiles prévues par l'article 36. Des cas tels que la décision rendue au Québec dans l'affaire de l'A.Q.P.P. ont élevé le profil des dispositions de l'article 36 de la *Loi*. Il est donc important que les

avocats et les milieux d'affaires comprennent ce que sont, selon moi, mes obligations dans les affaires de ce genre et quel soutien le Bureau peut apporter.

J'entends consacrer encore d'importantes ressources à nos activités d'information et de communication. Durant l'année qui vient, je lancerai une publication trimestrielle, afin d'accroître encore la transparence des décisions prises et les responsabilités qui en découlent. Cette publication s'inspirera du rapport annuel, en ce sens qu'elle vous donnera, à vous et à vos clients, une information plus factuelle sur des sujets tels que la jurisprudence récente, les interventions du Bureau et les projets à venir. Cette nouvelle publication renfermera aussi les points saillants des discours récents qui auront été faits par les membres du Bureau.

J'ai mentionné plus tôt le recours, dans les affaires de fusionnement, aux dépositions dont parle l'article 11. L'application de cet article dans l'affaire Canmar/Cast a donné lieu à un nombre considérable de décisions intéressantes à propos de cette procédure, tant de la part des fonctionnaires d'instruction que de la part de M. le juge Farley, de la Cour de l'Ontario (Division commerciale)¹⁹. Ces décisions donnent des indications très utiles sur maints aspects, tels le fait de sceller les pièces d'une demande, les diverses défenses de confidentialité et les cas où elles peuvent être invoquées, le droit de l'avocat d'un concurrent d'assister aux dépositions faites en vertu de l'article 11, enfin la consultation des transcriptions de témoignages durant un interrogatoire. Au cours des prochains mois, nous étudierons en détail ces décisions et nous verrons s'il convient en conséquence de modifier notre politique et nos méthodes.

Dans le domaine des accords internationaux, nous avons entrepris de nouer des liens plus étroits avec nos grands partenaires commerciaux. Sur ce point, les négociations engagées en vue d'un accord bilatéral officiel entre le Canada et la communauté européenne sont déjà avancées, et j'espère que nous aurons bientôt un protocole d'entente Canada-CE. Ceux d'entre vous qui suivent l'évolution des législations antitrust dans le monde savent déjà que la nécessité d'une coopération accrue entre organismes chargés de préserver la concurrence est de plus en plus reconnue de par le monde.

Le Bureau continuera également d'évoluer sur le plan de la technologie. Nous continuerons d'étudier nos procédures pour voir lesquelles d'entre elles pourraient

¹⁹ Voir par exemple l'espèce *Peter Raimondo c. DER*, Cour de l'Ontario (Division générale), Rôle commercial n° B55/95.

bénéficier des nouvelles technologies. Par exemple, nous allons perfectionner notre savoir-faire dans le domaine de la recherche électronique. Sur ce point, je note que vous étudiez aujourd'hui les questions que pourraient susciter les recherches électroniques dans les enquêtes menées par le Bureau. En réalité, je voudrais vous proposer d'inclure cet aspect dans notre dialogue. Le Bureau serait heureux de participer directement à votre examen de la question, afin que toutes les parties concernées puissent en bénéficier. Je crois que ce genre de collaboration sur des questions est une prochaine étape évidente de notre relation.

Modifications proposées

Comme la plupart d'entre vous le savez déjà, j'ai publié le 28 juin 1995 un document de travail sur l'éventuelle modification de la *Loi*. Le document proposait, pour huit domaines distincts, des modifications qui globalement permettront de résoudre plus rapidement et plus efficacement les questions touchant la concurrence, de mieux équiper le Canada dans sa lutte contre les pratiques anticoncurrentielles et déloyales qui ont leur source à l'extérieur du pays et de régler le problème du télémarketing déloyal.

Je serai heureux de recevoir très prochainement les observations de la Section du droit de la concurrence de l'ABC. Je voudrais vous féliciter pour le travail ardu qui, je le sais, a été accompli jusqu'à maintenant par les sous-comités. Certains d'entre vous, en leur qualité personnelle, ont déjà apporté une contribution non négligeable aux groupes de réflexion qui se sont réunis en juillet et en août pour discuter de la notification préalable, de la confidentialité et de la coopération internationale.

Comme vous le savez, j'ai prolongé l'échéance initiale du 15 septembre jusqu'au 6 octobre 1995, période durant laquelle les groupes intéressés peuvent communiquer leurs observations, et cela pour faciliter la tâche à ceux et celles qui souhaitaient se faire entendre mais qui voulaient à cette fin obtenir un délai supplémentaire. Pour m'aider à préparer mes recommandations au Ministre, j'ai établi un Comité consultatif présidé par Ed Ratushny, c.r., qui réunira des représentants des groupes économiques intéressés au fonctionnement de la *Loi*. Le Comité examinera les solutions possibles aux questions découlant du document de travail et se prononcera sur la pertinence et la faisabilité des propositions et des solutions de rechange. Je voudrais m'en tenir à un ordre du jour qui permette le dépôt d'un projet de loi au Parlement pour le printemps prochain. Je remarque également que le ministre de l'Industrie a demandé au Comité de la Chambre des

communes sur l'industrie d'examiner le problème du télémarketing déloyal en tenant cet automne des audiences sur le sujet.

Assistance mutuelle et confidentialité

À mesure que les activités commerciales transcendent les frontières nationales, il est essentiel que le Canada ne devienne pas un paradis pour les agissements anticoncurrentiels étrangers en permettant aux parties, lorsque le temps est venu d'appliquer la loi, d'alléguer qu'elles sont en dehors de nos frontières. Bien entendu, les entreprises devraient tirer parti des avantages économiques de leur position concurrentielle sur les marchés étrangers. Cependant, elles ne devraient pas pour autant être à l'abri des conséquences de leurs agissements dans le cas où elles contreviennent aux lois étrangères sur la concurrence dont les fondements sont légitimes.

Les faits nous permettent de croire qu'une coopération accrue s'impose manifestement. Par exemple, en 1994-1995, mon Bureau a reçu près de deux fois plus de notifications officielles aux termes des dispositions d'accords bilatéraux qu'il n'en a reçues l'année précédente. On a aussi observé une augmentation notable du nombre de notifications que nous avons envoyées à des pays étrangers.

Comme vous le savez, les observations se rapportant à l'ébauche de 1994 du bulletin d'information sur le traitement des renseignements confidentiels aux termes de la *Loi* traduisaient un large éventail d'opinions sur la question des limites législatives au principe de confidentialité et sur les modes de partage de l'information avec nos homologues étrangers. Étant donné l'importance d'une bonne application transfrontières des lois sur la concurrence, et vu les doutes qui ont été soulevés concernant mon aptitude à coopérer avec les organismes étrangers chargés d'appliquer les lois sur la concurrence, j'ai recommandé au ministre que l'on envisage des modifications législatives afin d'établir des règles précises sur la collecte et la communication de l'information dans les cas qui le justifient, y compris dans le contexte international.

L'assistance juridique échangée avec les organismes étrangers chargés de faire respecter les lois sur la concurrence est un élément clé des modifications envisagées. Un sujet revient régulièrement dans mes observations publiques depuis que j'ai été nommé directeur. C'est le fait que les réalités économiques et les réalités de l'application de la loi sont telles que nous devons absolument nous efforcer de trouver le moyen de lutter contre les agissements anticoncurrentiels qui

débordent les frontières, causant ainsi un préjudice aux Canadiens. Le partage de l'information est l'un des moyens d'atteindre cet objectif.

Je trouve particulièrement intéressant le point de vue exprimé par de nombreux spécialistes du droit au cours de nos consultations. Il s'agit de la portée éventuelle des échanges d'information, et en particulier de la manière dont il conviendrait de limiter le pouvoir du directeur de communiquer des renseignements aux organismes étrangers chargés d'appliquer les lois sur la concurrence.

Ces observations ont été faites par des avocats qui avaient à l'esprit les cibles possibles des enquêtes entreprises en vertu de la *Loi*. Cela est assez surprenant quant on sait que certains d'entre eux représentent aussi des plaignants qui prétendent avoir été lésés par les pratiques de leurs concurrents. On imagine alors que, dans le cas où l'on demanderait à des plaignants si l'enquête entreprise devrait cesser à la frontière, on obtiendrait un catégorique « absolument pas, faites votre travail et arrangez-vous pour que les multinationales ne se retranchent pas derrière l'argument des frontières internationales ». Pourtant, certains avocats qui, de l'aveu général, représentent aussi d'éventuelles cibles dans d'autres affaires, donnent l'impression de s'opposer à cette manière de voir en se fondant sur l'intérêt public.

Dans une allocution que j'avais prononcée devant l'Association des manufacturiers canadiens le 7 mars 1995, j'avais invité les membres de l'Association, par suite de leur rôle dans l'élaboration de la politique officielle, à tenir compte non seulement des questions nationales, mais également du contexte mondial, un contexte qui est essentiel à leur performance économique et à celle de ce pays. Je redirai ici simplement devant vous cette même souhait.

Déclaration trompeuse du prix auquel des produits sont habituellement vendus

L'alinéa 52(1)d) a pour objet de garantir la véracité des déclarations portant sur les épargnes qui peuvent être réalisées par rapport au prix de vente habituel du produit. Les ventes où l'on fait croire à des épargnes en réalité fictives sont interdites. Tel que vous le savez, le Bureau s'est efforcé dans le passé de porter les

exigences de la loi à l'attention des avocats et des milieux de la publicité²⁰, et les causes récentes ne montrent pas qu'un changement est nécessaire dans la manière dont ces dispositions sont interprétées ou appliquées par le Bureau.

Dans la mesure où les affirmations relatives au prix de vente habituel d'un produit perdent leur légitimité aux yeux des consommateurs à la suite de contraventions, il est bien possible que ce puissant instrument de marketing vienne à perdre de son efficacité. C'est une constatation que nous avons déjà pu faire.

Nous n'avons pas exclu l'idée d'adopter un autre critère tout aussi efficace qui rende suffisamment compte de la réalité du marché, si son efficacité peut nous être démontrée, bien que nous ayons des doutes sur un critère qui autoriserait, comme point de référence général, et sans autre indication qu'il s'agit réellement du prix du marché, un prix auquel très peu de ventes ont été effectuées, sinon aucune. Tout critère de cette nature devrait être apte à résister à des procès comme ceux qui ont été engagés ces dernières années et qui, selon nous, ont fait ressortir certains des abus les plus flagrants.

Nous examinons aussi si cette disposition a besoin d'être précisée afin d'accroître la transparence et la certitude pour les milieux de la publicité, ainsi que l'utilité des exceptions additionnelles proposées par certains commentateurs pour l'alinéa 52(1)d). Des exceptions permettraient une souplesse accrue dans les déclarations de prix, tout en garantissant leur exactitude.

Conclusion

Je voudrais, pour conclure, récapituler les grands messages que je souhaite vous communiquer aujourd'hui.

D'abord, après avoir évoqué l'an dernier mes inquiétudes concernant le dialogue entre mon Bureau et l'ABC, je suis heureux de constater que ce dialogue s'est nettement amélioré au cours des douze derniers mois. Cette amélioration ressort nettement des observations transmises pour le Bulletin des alliances stratégiques.

²⁰ C'est ce que nous avons fait par une diversité de moyens : le Rapport annuel du Directeur pour 1967; le numéro de mai 1977 du *Bulletin de la publicité trompeuse*; les *Lignes directrices de 1991 sur la publicité trompeuse*; le *Bulletin de la publicité trompeuse*, numéro 2 de 1994 et, tout récemment, dans le volume 1, numéro 2 du *Communiqué de la concurrence*.

Deuxièmement, j'espère que vous prendrez note de la démarche dynamique adoptée par le Bureau au cours des douze derniers mois dans des domaines tels que la proposition de modifications, les initiatives d'information du public et l'emploi de la technologie. Il me tarde à cet égard de recevoir vos observations sur les modifications proposées. J'ai pensé que le dialogue entre nous pourrait être élargi. Le Bureau serait en effet heureux de participer directement à l'étude que vous avez entreprise sur les recherches électroniques. Je crois que la coopération sur ce genre de question est une prochaine étape évidente de notre relation.

Troisièmement, je voudrais que vous compreniez qu'il faudra toujours et constamment raffiner l'équilibre entre l'application vigoureuse et l'observation concertée. Le recours aux pouvoirs formels, en particulier dans les examens de nature civile, sera maintenu, du moins jusqu'à ce que nous soyons un peu plus convaincus du caractère adéquat de la communication volontaire. L'expérience récente du Bureau montre que c'est là une méthode efficace pour obtenir toute l'information nécessaire à l'évaluation d'un dossier, et que le temps et les moyens requis pour invoquer des pouvoirs formels diminuent progressivement.

Finalement, je voudrais vous remercier de cette occasion qui m'a été donnée de vous communiquer quelques-unes de mes idées et de mes expériences dans ce domaine passionnant du droit.

